



KPMG SA
11 rue Archimède
Domaine de Pelus
33700 Mérignac

Groupement de Coopération Social et Médico-Social SAVS Polyvalent du Bassin d'Arcachon

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

Groupement de Coopération Social et Médico-Social SAVS Polyvalent du Bassin d'Arcachon

39 Route des Lacs - 33380 Biganos

KPMG S.A., société d'expertise comptable et de commissaires aux comptes inscrite au Tableau de l'Ordre des experts comptables de Paris sous le n° 143008010101 et rattachée à la Compagnie régionale des commissaires aux comptes de Versailles et du Centre.
Société française membre du réseau KPMG constitué de cabinets indépendants affiliés à KPMG International Limited, une société de droit anglais (private company limited by guarantee).

Société anonyme à conseil d'administration
Siège social :
Tour EQHO
2 avenue Gambetta
CS 60055
92066 Paris La Défense Cedex
Capital social : 5 497 100 €
775 726 417 RCS Nanterre



KPMG SA
11 rue Archimède
Domaine de Pelus
33700 Mérignac

Groupement de Coopération Social et Médico-Social SAVS Polyvalent du Bassin d'Arcachon

39 Route des Lacs - 33380 Biganos

Rapport du commissaire aux comptes sur les comptes annuels

Exercice clos le 31 décembre 2024

À l'Assemblée générale de l'association Groupement de Coopération Social et Médico-Social SAVS Polyvalent du Bassin d'Arcachon,

Opinion

En exécution de la mission qui nous a été confiée par l'Assemblée générale, nous avons effectué l'audit des comptes annuels de l'association Groupement de Coopération Social et Médico-Social SAVS Polyvalent du Bassin d'Arcachon relatifs à l'exercice clos le 31 décembre 2024, tels qu'ils sont joints au présent rapport.

Nous certifions que les comptes annuels sont, au regard des règles et principes comptables français, réguliers et sincères et donnent une image fidèle du résultat des opérations de l'exercice écoulé ainsi que de la situation financière et du patrimoine de l'association à la fin de cet exercice.

Fondement de l'opinion

Référentiel d'audit

Nous avons effectué notre audit selon les normes d'exercice professionnel applicables en France. Nous estimons que les éléments que nous avons collectés sont suffisants et appropriés pour fonder notre opinion.

Les responsabilités qui nous incombent en vertu de ces normes sont indiquées dans la partie "Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels" du présent rapport.

Indépendance

Nous avons réalisé notre mission d'audit dans le respect des règles d'indépendance prévues par le Code de commerce et par le Code de déontologie de la profession de commissaire aux comptes, sur la période du 1^{er} janvier 2024 à la date d'émission de notre rapport.



Justification des appréciations

En application des dispositions des articles L.821-53 et R.821-180 du Code de commerce relatives à la justification de nos appréciations, nous vous informons que les appréciations les plus importantes auxquelles nous avons procédé, selon notre jugement professionnel, ont porté sur le caractère approprié des principes comptables appliqués.

Les appréciations ainsi portées s'inscrivent dans le contexte de l'audit des comptes annuels pris dans leur ensemble et de la formation de notre opinion exprimée ci-avant. Nous n'exprimons pas d'opinion sur des éléments de ces comptes annuels pris isolément.

Vérifications spécifiques

Nous avons également procédé, conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, aux vérifications spécifiques prévues par les textes légaux et réglementaires.

Nous n'avons pas d'observation à formuler sur la sincérité et la concordance avec les comptes annuels des informations données dans les documents sur la situation financière et les comptes annuels adressés aux membres de l'Assemblée générale.

Responsabilités de la Direction et des personnes constituant la gouvernance relative aux comptes annuels

Il appartient à la Direction d'établir des comptes annuels présentant une image fidèle conformément aux règles et principes comptables français ainsi que de mettre en place le contrôle interne qu'elle estime nécessaire à l'établissement de comptes annuels ne comportant pas d'anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs.

Lors de l'établissement des comptes annuels, il incombe à la Direction d'évaluer la capacité de l'association à poursuivre son exploitation, de présenter dans ces comptes, le cas échéant, les informations nécessaires relatives à la continuité d'exploitation et d'appliquer la convention comptable de continuité d'exploitation, sauf s'il est prévu de liquider l'association ou de cesser son activité.

Les comptes annuels ont été arrêtés par l'Administrateur.

Responsabilités du commissaire aux comptes relatives à l'audit des comptes annuels

Il nous appartient d'établir un rapport sur les comptes annuels. Notre objectif est d'obtenir l'assurance raisonnable que les comptes annuels pris dans leur ensemble ne comportent pas d'anomalies significatives. L'assurance raisonnable correspond à un niveau élevé d'assurance, sans toutefois garantir qu'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel permet de systématiquement détecter toute anomalie significative. Les anomalies peuvent provenir de fraudes ou résulter d'erreurs et sont considérées comme significatives lorsque l'on peut raisonnablement s'attendre à ce qu'elles puissent, prises individuellement ou en cumulé, influencer les décisions économiques que les utilisateurs des comptes prennent en se fondant sur ceux-ci.

Comme précisé par l'article L.821-55 du Code de commerce, notre mission de certification des comptes ne consiste pas à garantir la viabilité ou la qualité de la gestion de votre association.



Dans le cadre d'un audit réalisé conformément aux normes d'exercice professionnel applicables en France, le commissaire aux comptes exerce son jugement professionnel tout au long de cet audit. En outre :

- il identifie et évalue les risques que les comptes annuels comportent des anomalies significatives, que celles-ci proviennent de fraudes ou résultent d'erreurs, définit et met en œuvre des procédures d'audit face à ces risques, et recueille des éléments qu'il estime suffisants et appropriés pour fonder son opinion. Le risque de non-détection d'une anomalie significative provenant d'une fraude est plus élevé que celui d'une anomalie significative résultant d'une erreur, car la fraude peut impliquer la collusion, la falsification, les omissions volontaires, les fausses déclarations ou le contournement du contrôle interne ;
- il prend connaissance du contrôle interne pertinent pour l'audit afin de définir des procédures d'audit appropriées en la circonstance, et non dans le but d'exprimer une opinion sur l'efficacité du contrôle interne ;
- il apprécie le caractère approprié des méthodes comptables retenues et le caractère raisonnable des estimations comptables faites par la Direction, ainsi que les informations les concernant fournies dans les comptes annuels ;
- il apprécie le caractère approprié de l'application par la Direction de la convention comptable de continuité d'exploitation et, selon les éléments collectés, l'existence ou non d'une incertitude significative liée à des événements ou à des circonstances susceptibles de mettre en cause la capacité de l'association à poursuivre son exploitation. Cette appréciation s'appuie sur les éléments collectés jusqu'à la date de son rapport, étant toutefois rappelé que des circonstances ou événements ultérieurs pourraient mettre en cause la continuité d'exploitation. S'il conclut à l'existence d'une incertitude significative, il attire l'attention des lecteurs de son rapport sur les informations fournies dans les comptes annuels au sujet de cette incertitude ou, si ces informations ne sont pas fournies ou ne sont pas pertinentes, il formule une certification avec réserve ou un refus de certifier ;
- il apprécie la présentation d'ensemble des comptes annuels et évalue si les comptes annuels reflètent les opérations et événements sous-jacents de manière à en donner une image fidèle.

Mérignac, le 2 avril 2025

KPMG SA

Signature
numérique de
Alexandra Lesage
Date : 2025.04.02
23:51:57 +02'00'

Alexandra LESAGE

Associée

1. Bilan et compte de résultat

ACTIF	Exercice 2024			Exercice 2023
	Brut	Amortissements et provisions (à déduire)	Net	Net
ACTIF IMMOBILISE				
• Immobilisations incorporelles :				
- Frais d'établissement	4 211,38	-4 211,38	0,00	0,00
- Frais de recherche et de développement				
- Donations temporaires d'usufruit				
- Concessions, brevets, licences, marques, procédés, logiciels, droits et valeurs similaires	5 740,00	-5 740,00	0,00	140,40
- Immobilisations incorporelles en cours				
- Avances et acomptes				
• Immobilisations corporelles :				
- Terrains				
- Constructions				
- Installations techniques, matériels et outillage industriels				
- Autres Immobilisations corporelles	20 211,68	-14 396,22	5 815,46	7 166,16
- Immobilisations corporelles en cours				
- Avances et acomptes				
- Biens reçus par legs ou donations destinés à être cédés				
• Immobilisations financières :				
- Participations et créances rattachées	200,00		200,00	20 460,00
- Autres titres immobilisés				
- Prêts				
- Autres				
TOTAL I	30 363,04	-24 347,58	6 015,46	27 766,56
ACTIF CIRCULANT				
• Stocks et en-cours				
• Avances et acomptes versés sur commandes				0,00
• Créances :				
- Créances clients, usagers et comptes rattachés	38,62		38,62	275,41
- Créances reçues par legs ou donations Autres				
- Autres	23 744,57		23 744,57	20 817,62
• Valeurs mobilières de placement				
• Instruments de trésorerie				
• Disponibilités	205 155,80		205 155,80	163 392,58
• Charges constatées d'avance	115,00		115,00	220,20
TOTAL II	229 053,99	0,00	229 053,99	184 705,81
• Frais d'émission des emprunts (III)				
• Primes de remboursement des emprunts (IV)				
• Ecart de conversion Actif (V)				
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	259 417,03	-24 347,58	235 069,45	212 472,37

PASSIF	Exercice 2024	Exercice 2023
FONDS PROPRES		
• Fonds propres		
- Fonds propres sans droit de reprise		
Dont legs et donations avec contrepartie d'actifs immobilisés, subventions d'investissement affectées à des biens renouvelables...		
Fonds propres statutaires	2 000,00	2 000,00
Fonds propres complémentaires		
Ecart de réévaluation sur biens sans droit de reprise		
- Fonds propres avec droit de reprise		
Fonds propres statutaires		
Fonds propres complémentaires		
Autres fonds associatifs (1/2)		
Apports		
Legs et donation		
Résultats sous contrôle de tiers financeurs		
Ecart de réévaluation sur biens avec droit de reprise		
- Ecart de réévaluation		
• Réserves		
Réserves statutaires ou contractuelles		
Réserves pour projet de l'entité	127 444,70	98 070,19
Dont réserves des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	127 444,70	98 070,19
Réserves de compensation		
Autres		
- Report à nouveau		
Report à nouveau	9 359,52	43 054,78
Dont report à nouveau des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	9 359,52	43 054,78
Dépenses refusées par l'autorité de tarification ou imposables aux financeurs		
Résultat sous contrôle tiers financeurs		
Dépenses non opposables aux tiers financeurs		
• Excédent ou déficit de l'exercice		
Excédent ou déficit de l'exercice	-4 271,44	-4 320,75
Dont excédent ou déficit des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée	-4 271,44	-4 320,75
Résultat de l'exercice (excédent ou déficit)		
- Situation nette (sous total)	134 532,78	136 804,22
- Fonds propres consommables		
- Subventions d'investissement		
- Provisions réglementées		
Autres fonds associatifs (2/2)		
- Subventions d'investissement sur biens non renouvelables		
- Provisions réglementées		
- Droits des propriétaires (Commodat)		
TOTAL I	134 532,78	136 804,22
FONDS REPORTES ET DÉDIÉS		
• Fonds reportés liés aux legs ou donations		
• Fonds dédiés		
TOTAL II	0	0
PROVISIONS		
• Provisions pour risques		
• Provisions pour charges		
TOTAL III	0	0
Fonds dédiés		
- sur subventions de fonctionnement		
- sur autres ressources		
TOTAL III bis		
DETTES (I)		
• Emprunts obligataires et assimilés (titres associés)		
• Emprunts et dettes auprès des établissements de crédit	15,00	14,33
• Emprunts et dettes financières diverses		
• Dettes fournisseurs et comptes rattachés	31 103,70	19 157,01
• Dettes des legs ou donations		
• Dettes fiscales et sociales	69 417,97	54 496,81
• Dettes sur immobilisations et comptes rattachés		
• Autres dettes		
• Instruments de trésorerie		
• Produits constatés d'avance (I)		
TOTAL IV	100 536,67	73 668,15
• Ecart de conversion passif (V)		
TOTAL GENERAL (I + II + III + IV + V)	235 069,45	212 472,37

Compte de résultat	Exercice 2024	Exercice 2023
PRODUITS D'EXPLOITATION (1) :		
- Cessions		
- Ventes de biens et services		
Ventes de biens		
dont ventes de dons en nature		
dont ventes de biens relatives aux activités sociales et médico-sociales		
Ventes de prestations de service	1 590,64	678,45
dont parrainages		
dont ventes de prestations de services relatives aux activités sociales		
- Produits de tiers financeurs		
Concours publics et subventions d'exploitation		
Contributions financières des autorités de tarification relatives aux activités sociales et médico-sociales	452 190,00	449 400,00
Subventions		
Produits liés à des financements réglementaires		
Versements des fondateurs ou consommations de la dotation consommable		
Ressources liées à la générosité du public		
Dons manuels		
Mécénats		
Legs, donations et assurances-vie		
Contributions financières		
- Reprises sur amortissements, dépréciations, provisions et transferts de charges		
- Utilisations des fonds dédiés		
- Autres produits	3 062,01	1 167,68
TOTAL I	456 842,65	451 246,13
CHARGES D'EXPLOITATION (2) :		
- Achats de marchandises		
- Variation de stock		
- Autres achats et charges externes	91 348,42	96 338,94
- Aides financières		
- Impôts, taxes et versements assimilés	5 777,04	5 956,35
- Salaires et traitements	255 763,20	248 665,58
- Charges sociales	106 252,05	101 513,48
- Dotations aux amortissements et aux dépréciations	3 979,00	3 937,62
- Dotations aux provisions		
- Reports en fonds dédiés		
- Autres charges	31,80	6,43
TOTAL II	463 151,51	456 410,40
1. RESULTAT D'EXPLOITATION (I - II)	-6 308,86	-5 172,27
PRODUITS FINANCIERS :		
- De participation		
- D'autres valeurs mobilières et créances de l'actif immobilisé		
- Autres intérêts et produits assimilés	2 926,32	1 120,59
- Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
- Différences positives de change		
- Produits nets sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL III	2 926,32	1 120,59
CHARGES FINANCIÈRES :		
- Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
- Intérêts et charges assimilés		
- Différences négatives de change		
- Charges nettes sur cessions de valeurs mobilières de placement		
TOTAL IV	0,00	0,00
2. RESULTAT FINANCIER (III - IV)	2 926,32	1 120,59

Compte de résultat - suite -	Exercice 2024	Exercice 2023
3. RESULTAT COURANT AVANT IMPOTS (I – II + III – IV)	-3 382,54	-4 051,68
PRODUITS EXCEPTIONNELS :		
• Sur opérations de gestion		
• Sur opérations en capital	20 290,00	150,00
• Reprises sur provisions, dépréciations et transferts de charges		
TOTAL V	20 290,00	150,00
CHARGES EXCEPTIONNELLES :		
• Sur opérations de gestion	150,81	
• Sur opérations en capital	20 314,09	150,07
• Dotations aux amortissements, aux dépréciations et aux provisions		
TOTAL VI	20 464,90	150,07
4. RESULTAT EXCEPTIONNEL (V – VI)	-174,90	-0,07
PARTICIPATION DES SALAIRES AUX RESULTATS (VII)		
IMPOTS SUR LES BENEFICES (VIII)	714,00	269,00
TOTAL DES PRODUITS (I + III + V)	480 058,97	452 516,72
TOTAL DES CHARGES (II + IV + VI + VII + VIII)	484 330,41	456 837,47
SOLDE INTERMEDIAIRE		
+ Report des ressources non utilisées des ex. antérieurs		
- Engagements à réaliser sur ressources affectées		
EXCEDENT OU DEFICIT	-4 271,44	-4 320,75
<i>Dont excédent ou déficit des activités sociales et médico-sociales sous gestion contrôlée</i>	-4 271,44	-4 320,75
CONTRIBUTIONS VOLONTAIRES EN NATURE		
PRODUITS		
• Dons en nature		
• Prestations en nature		
• Bénévolat		
TOTAL	0	0
CHARGES		
• Secours en nature		
• Mise à disposition gratuite de biens et services		
• Prestations en nature		
• Personnel bénévole		
TOTAL	0	0

1.1. Activité de l'Association

L'objet social de notre entité est décrit ainsi dans la convention constitutive du Groupement :

- Rechercher la pleine satisfaction de toutes les personnes en situation de handicap orientées par la CDAPH vers le SAVS Polyvalent du Bassin d'Arcachon
- Répondre à ce public par des prestations d'accompagnement conformes aux missions du SAVS telles qu'elles sont précisées dans le décret N°2005-223 du 11/03/2005
- Conclure toutes conventions notamment de partenariat, de mise à disposition de personnel nécessaire au fonctionnement et eu égard à la mission du SAVS
- Concourir à l'amélioration permanente de la qualité des prestations qu'il délivre, au regard notamment des évaluations internes et externes en s'appuyant sur les recommandations de bonnes pratiques professionnelles et à leur évolution
- Contribuer à faire évoluer les politiques sociales dans ce domaine sur le département de la Gironde au travers de l'expérimentation du SAVS du Bassin d'Arcachon
- Poursuivre le développement du SAVS du Bassin d'Arcachon en nombre de places complémentaires pour répondre aux besoins non satisfaits et repérés par les membres du groupement
- Conduire toute action se rapportant à l'objet de ce groupement. A ce titre, il peut être conduit à promouvoir le développement ultérieur de services complémentaires en fonction des opportunités

Le budget 2024 s'élève à 452 190 €.

Les ETP pour l'année 2024 sont de 6,78 ETP.

2. Faits majeurs de l'exercice

2.1. Evénements principaux de l'exercice

Il n'y a pas de faits significatifs au cours de l'exercice.

2.2.Principes, règles et méthodes comptables

2.2.1. Présentation des comptes

Les documents dénommés états financiers comprennent :

- le bilan,
- le compte de résultat,
- l'annexe.

2.2.2. Méthode générale

Les comptes annuels au 31/12/2024 ont été établis conformément aux normes, principes et méthodes :

- du règlement relatif au plan comptable général ANC 2014-03 pour les dispositions comptables générales
- du règlement ANC 2018-06 qui traite des seules particularités propres au secteur non lucratif
- du règlement ANC 2019-04 qui traite des seules particularités propres aux associations du secteur social et médico –social
- du plan comptable M22Bis applicable aux ESMS privés relevant du I de l'article L312-1 du CASF mis à jour par l'arrêté du 14 décembre 2022.

2.2.3.Changement de méthode d'évaluation

Aucun changement de méthode d'évaluation n'est intervenu au cours de l'exercice au niveau des comptes.

2.2.4. Changement de méthode comptable

Aucun changement de méthode comptable n'est intervenu au cours de l'exercice.

2.2.5.Changement de présentation des comptes

Aucun changement de présentation des comptes n'est intervenu au cours de l'exercice.

3. Informations relatives au bilan

3.1. Actif

Immobilisations

SAVS polyvalent du bassin d'Arcachon

Exercice 2024 du 01/01/2024 au 31/12/2024

Rubriques	Début d'exercice	Réévaluation	Acquist. Apports
Frais d'établissement de recherche et de développement	4 211.36		
Autres postes d'immobilisations incorporelles	6 045.56		
Immobilisations incorporelles	10 256.92		
Terrains			
Constructions sur sol propre			
Constructions sur sol d'autrui			
Install générales, agenc. et aménag. des constructions			
Installations techniques, matériel et outillage industriels			
Install générales, agenc. et aménag. divers	1 994.52		
Matériel de transport			
Matériel de bureau et informatique, mobilier	9 245.65		
Mobilier	13 120.49		2 345.10
Immobilisations corporelles en cours			
Avances et acomptes			
Immobilisations corporelles	24 360.66		2 345.10
Participations évaluées par mise en équivalence			
Autres participation	20 460.00		
Autres titres immobilisés			
Prêts et autres immobilisations financières			
Immobilisations financières	20 460.00		
Total Général	55 077.58		2 345.10

Rubriques	Virement	Cession	Fin d'exercice	Valeur d'origine
Frais d'établissement de recherche et de			4 211.36	
Autres postes d'immobilisations incorporelles		305.56	5 740.00	
Immobilisations incorporelles		305.56	9 951.36	
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Constructions sur sol d'autrui				
Install générales, agenc. et aménag. des constructions				
Installations techniques, matériel et outillage industriels				
Install générales, agenc. et aménag. divers			1 994.52	
Matériel de transport				
Matériel de bureau et informatique, mobilier			9 245.65	
Mobilier		6 494.08	8 971.51	
Immobilisations corporelles en cours				
Avances et acomptes				
Immobilisations corporelles		6 494.08	20 211.68	
Participations évaluées par mise en équivalence				
Autres participation		20 260.00	200.00	
Autres titres immobilisés				
Prêts et autres immobilisations financières				
Immobilisations financières		20 260.00	200.00	
Total Général		27 059.64	30 363.04	

3.1.1. Tableau des amortissements

Amortissements

SAVS polyvalent du bassin d'Arcachon

Exercice 2024 du 01/01/2024 au 31/12/2024

Rubriques	Début d'exercice	Dotations	Reprises	Fin d'exercice
Frais d'établissement de recherche et de développement	4 211.36			4 211.36
Autres postes d'immobilisations incorporelles	5 905.16	140.40	305.56	5 740.00
Immobilisations incorporelles	10 116.52	140.40	305.56	9 951.36
Terrains				
Constructions sur sol propre				
Construction sur sol d'autrui				
Const. Inst. générales, agencements, aménagements divers				
Installations techniques, matériel et outillage				
Autres Inst. générales, agencements, aménagements divers	1 341.30	199.45		1 540.75
Matériel de transport				
Matériel de bureau, informatique, mobilier	15 853.20	3 442.26	8 439.99	12 855.47
Emballages récup et divers				
Immobilisations corporelles	17 194.50	3 641.71	6 439.99	14 396.22
Total Général	27 311.02	3 782.11	6 745.55	24 347.58

Ventilations des dotations	Linéaires	Dégressifs	Exceptionnels	Dotat dérog	Repr dérog
Frais d'établissement de recherche et de développement					
Autres postes d'immobilisations incorporelles	140.40				
Immobilisations incorporelles	140.40				
Terrains					
Constructions sur sol propre					
Construction sur sol d'autrui					
Const. Inst. générales, agencements, aménagements					
Installations techniques, matériel et outillage					
Autres Inst. générales, agencements, aménagements	199.45				
Matériel de transport					
Matériel de bureau, informatique, mobilier	3 442.26				
Emballages récup et divers					
Immobilisations corporelles	3 641.71				
Total Général	3 782.11				

Mouvements de l'exercice affectant les charges réparties sur plusieurs exercices	Début d'exercice	Augmentations	Dotations	Fin d'exercice
Charges à répartir sur plusieurs exercices				
Primes de remboursement des obligations				

3.1.2.Immobilisations incorporelles

Les immobilisations incorporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement ou à leur coût de production.

Aucune dépréciation n'a été comptabilisée à ce titre pour 2024.

3.1.2.1.Principaux mouvements

Néant

3.1.2.2.Méthode d'amortissement des immobilisations incorporelles

Type d'immobilisations	Mode	Durée
Frais d'établissement (évaluations externes , frais de constitution)	linéaire	4 ans
Logiciels et progiciels	linéaire	de 3 à 5 ans

3.1.3.Immobilisations corporelles

Les immobilisations corporelles sont évaluées à leur coût d'acquisition, après déduction des rabais, remises et escomptes de règlement ou à leur coût de production.

Aucune dépréciation n'a été comptabilisée à ce titre pour 2024.

3.1.3.1.Principaux mouvements

Acquisition de mobilier pour 2 345.10 €.

Sorties d'immobilisations (mise au rebut et cession) pour 6 799.64€

3.1.3.2.Méthode d'amortissement des immobilisations corporelles

Types d'immobilisations	Mode	Durée
Installations techniques,	lineaire	de 7 à 20 ans
Matériel de bureau	lineaire	de 3 à 5 ans
Mobilier de bureau	lineaire	de 5 à 10 ans

3.1.4. Immobilisations financières

La valeur brute est constituée par le coût d'achat hors frais accessoires. Lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur brute, une provision est constatée pour le montant de la différence.

3.1.4.1. Immobilisations financières

3.1.4.2. Principaux mouvements

Cession partielle des parts sociales Caisse d'Epargne pour un montants total de 20 260 euros.

3.1.5. Créances

Les créances et les dettes sont valorisées à leur valeur nominale. Une provision est pratiquée lorsque la valeur d'inventaire est inférieure à la valeur comptable.

Créances et Dettes

SAVS polyvalent du bassin d'Arcachon

Exercice 2024 du 01/01/2024 au 31/12/2024

Etat des créances	Montant brut	1 an au plus	plus d'un an
Créances rattachées à des participations			
Prêts			
Autres immobilisations financières			
Clients douteux ou litigieux			
Autres créances clients	38.62	38.62	
Personnel et comptes rattachés			
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	1 750.91	1 750.91	
Etat, impôts sur les bénéfices			
Etat, TVA			
Etat, autres impôts	21 993.66	21 993.66	
Etat, créances diverses			
Groupes et associés			
Débiteurs divers			
Charges constatées d'avance	115.00	115.00	
Total général	23 898.19	23 898.19	
Montant des prêts accordés en cours d'exercice			
Montant des remboursements obtenus en cours d'exercice			
Prêts et avances consentis aux associés			

3.2. Passif

3.2.1.Fonds propres et réserves

VARIATION DES FONDS PROPRES	A la clôture 31/12/2023	AFFECTATION DU RESULTAT	AUGMENTATION	DIMINUTION OU CONSOMMATION	A la clôture 31/12/2024
Fonds propres sans droit de reprise	2 000,00				2 000,00
Fonds propres avec droit de reprise					
Ecarts de réévaluation					
Réserves	98 070,19	-8 532,10	37 806,61		127 344,70
- dont réserves des activités ESMS:					
Report à nouveau					
- dont report à nouveau lié aux activités ESMS:	43 054,78	4 211,35		37 806,61	9 459,52
Excédent ou déficit de l'exercice:					
- dont excédent ou déficit des activités ESMS:	-4 320,75	4 320,75		4 271,44	4 271,44
Situation nette	138 804,22	0,00	37 806,61	42 078,05	134 532,78
Fonds propres consommables	0,00				0,00
Subventions d'investissement renouvelables	0,00				0,00
Subventions d'investissement non renouvelables	0,00				0,00
Provisions réglementées	0,00				0,00
TOTAL	138 804,22	0,00	37 806,61	42 078,05	134 532,78

Les mouvements de l'exercice traduisent :

- Des affectations de résultats des exercices antérieurs conformément aux décisions de l'Assemblée générale et des autorités de tarification.

Les réserves statutaires ou contractuelles se décomposent en :

- Réserve de compensation 110 112.80 €
- Autres réserves (compensation des charges d'amortissements) 17 331.90 €

3.2.2. Etat des dettes

Etat des dettes	Montant brut	1 an au plus	plus d'1 an, - 5	plus de 5 ans
Emprunts obligataires convertibles				
Autres emprunts obligataires				
Emprunts et dettes à un an maximum à l'origine	15.00	15.00		
Emprunts et dettes à plus d'un an à l'origine				
Emprunts et dettes financières divers				
Fournisseurs et comptes rattachés	31 103.70	31 103.70		
Personnel et comptes rattachés	27 151.86	27 151.86		
Sécurité sociale et autres organismes sociaux	38 974.47	38 974.47		
Etat, impôt sur les bénéfices	714.00	714.00		
Etat, TVA				
Etat, obligations cautionnées				
Etat, autres impôts, taxes et assimilés	2 577.64	2 577.64		
Dettes sur immobilisations et comptes rattachés				
Groupes et associés				
Autres Dettes				
Dettes représentatives de titres empruntés				
Produits constatés d'avance				
Total général	100 536.67	100 536.67		
Emprunts et dettes souscrits en cours d'exercice				
Emprunts remboursés en cours d'exercice				
Emprunts dettes contractés auprès d'associés				

4. Informations relatives au compte de résultat

4.1. Ventilation des produits

Tableau de répartition des produits

Produits de la tarification-Conseil Départemental	452 190
Prestations de service	1 591
Autres produits de gestion courante	3 062
autres produits financiers	2 926
autres produits exceptionnels	20 290
Total	480 059

5. Autres informations

5.1. Passage résultat comptable au résultat administratif

Passage du résultat comptable au résultat administratif (gestion sous contrôle de tiers financeurs)
Exercice du 01/01/2024 au 31/12/2024

	2024	2023
Résultat comptable du secteur contrôlé	-4 271	-4 321
Retraitements		
• Provisions pour congés payés	11 616	13 450
• Reprise sur les excédents		2 790
Résultat administratif secteur contrôlé	7 345	11 919

5.2 Indemnité de fin de carrière

Les indemnités de fin de carrière éventuellement dues ne sont pas significatives compte tenu des règles de la convention collective, du turn-over et de l'ancienneté du personnel à la clôture de l'exercice.

Les honoraires du commissaire aux comptes s'élèvent à 2 856€ HT.

5.3. Evénements postérieurs à la clôture

Néant

5.4 Article 20 de la loi 2005-586

Application de l'article 20 de la Loi 2006-586 du 23 mai 2006 relative au volontariat associatif et à l'engagement éducatif, montant des rémunérations brutes et avantages en nature versés aux trois plus haut cadres dirigeants bénévoles ou salariés.

Cette information n'est pas donnée puisqu'elle conduirait à donner une rémunération individuelle.